



■ Les entreprises ont un rôle important à jouer en faveur du climat.

■ La Climate School, fondée par Sophie Lambin, forme les employés à ses enjeux.

“Il faut donner aux collaborateurs les moyens pour agir”

Si les entreprises sont de plus en plus impliquées dans la lutte contre le réchauffement climatique et les patrons de plus en plus engagés, l'écart entre les intentions et les moyens mis à disposition des collaborateurs est encore trop important. C'est sur base de ce constat que Sophie Lambin a créé il y a 18 mois à Londres la Climate School. Celle-ci s'inscrit dans un projet plus vaste: Kite Insights, une société qui fait de la recherche sur les problématiques sociétales environnementales qu'elle met à disposition des entreprises et des ONG. “Il est important de réaliser des recherches de fond pour que les entreprises puissent baser leurs actions sur une compréhension plus fine des enjeux”, note Sophie Lambin, à l'origine, en 2012, de Kite Insights. Aujourd'hui, la société occupe une trentaine de personnes à Londres, où réside sa fondatrice depuis près de 30 ans, mais aussi à Boston et Genève.

“Dans le cadre des contacts que nous avons avec les entreprises, nous avons vu un engagement de plus en plus concret en faveur du climat, mais aussi des employés qui avaient très peu d'idées de ce qu'ils pouvaient faire dans leur fonction pour contribuer à réaliser ces objectifs”, précise Sophie Lambin. “Or les employés ont envie de faire bouger les choses. Selon une étude que nous avons réalisée en août 2020 auprès de grandes entreprises en France et en Grande-Bretagne, 76 % des employés se disent prêts à agir dans leur travail quotidien. Dans des études ultérieu-

res, menées entreprise par entreprise, on constate que dans certaines d'entre elles, ce chiffre monte à 96 %. Et il ne s'agit pas que des jeunes et des personnes éduquées.”

L'ambition de l'école est dès lors de former ces collaborateurs pour qu'ils puissent agir et ce en déployant du contenu accessible pour améliorer leurs connaissances et les équiper d'outils. Chaque fonction est concernée, qu'il s'agisse de la vente, de la logistique, des ressources humaines... “Arriver à un objectif de neutralité carbone nécessite une transformation de toute l'entreprise. Quand on parle de transformation, on parle 'people'. Il est donc crucial de mobiliser toutes les fonctions”, estime notre interlocutrice.

Du contenu de pointe abordable

Concrètement, l'école consiste en une plateforme accessible, avec du contenu de qualité mais abordable. “Il est nécessaire d'offrir du contenu de pointe. Certaines personnes disent: ‘J'ai lu un article et j'ai compris les enjeux climatiques’. C'est plus complexe. C'est pour cela que nous travaillons avec des experts et des académiques pour avoir du contenu que nous remanions pour le rendre accessible à un plus grand nombre.” Ces outils digitaux sont conçus pour un déploiement à grande échelle et seraient

donc potentiellement accessibles à toutes les entreprises dans le monde.

La première étape de la formation proposée par la Climate School consiste en un bilan de départ qui mesure le potentiel de transformation de l'entreprise. Sont mesurés la connaissance des employés en matière de climat, leur motivation, les outils qui leur sont donnés pour agir et la façon dont ils évaluent la capacité de leur organisation à se transformer. “L'engagement, la motivation et la capacité de traduire des intentions en projets concrets sont de bons indicateurs de la capacité de l'organisation à changer, remarque Sophie Lambin. Il s'agit aussi d'une base sur laquelle nous pouvons mesurer les progrès d'une entreprise d'année en année et sa situation par rapport à d'autres.”

Dans un deuxième temps, les employés qu'il faut former reçoivent un accès à la plate-forme qui reprend du contenu. “Nous organisons un accueil particulier, lançons des chapitres différents chaque semaine... Nous essayons de développer une formation qui motive les collaborateurs, qui soit différente de ce qu'ils ont l'habitude de voir car on sait combien ils sont sollicités.”

La formation dure entre 3 et 6 mois et varie également suivant les ambitions: être conscient de la problématique, en comprendre les bases, agir au



BAUWERGERTS DIDIER

4500

Entreprises engagées

Plus de 4 500 entreprises se sont engagées pour atteindre la neutralité carbone avant 2050.



Les magasins "objectif zéro déchet" proposant une grande quantité des produits en vrac ou sans emballage sont souvent le fruit de l'implication d'entrepreneurs et d'employés qui veulent donner un sens à leur travail.

"L'engagement des employés est un bon indicateur de l'engagement des entreprises. Sinon ces belles intentions ne vont rester que des objectifs."



D.R.
Sophie Lambin
Fondatrice de la Climate School

sein de son département, à travers différents pays... Certains collaborateurs sont coachés pour en former d'autres.

"Il est essentiel de former les employés et leur donner du temps et des moyens pour pouvoir transformer leur motivation en actions, déclare Sophie Lambin, qui estime que l'engagement des employés est un bon indicateur de l'engagement des entreprises. Sinon ces belles intentions ne vont rester que des objectifs. Aucun CEO qui s'engage aujourd'hui en faveur du climat ne sera là en 2050 pour voir ce qui a été réalisé. Donner aux employés les moyens d'y contribuer est une mesure tangible de l'engagement de l'entreprise."

Kite Insights ne travaille qu'avec des entreprises qui sont engagées vers la neutralité carbone et qui ont déjà un programme. *"Nous n'essayons pas de convaincre des organisations. C'est pour cela que nous travaillons surtout avec de très grandes entreprises pour le moment."* Mais le mouvement est en marche. *"Certains travailleurs vont privilégier l'une ou l'autre organisation selon son engagement concret ou non en faveur du climat. L'étude menée en 2020 montre qu'un collaborateur sur dix envisage de quitter son employeur s'il ne lui permet pas de s'engager pour le climat. Dans certaines entreprises, c'est même un sur deux"*, ajoute Sophie Lambin, qui a à cœur d'inclure dans les formations des considérations sociales du changement climatique, et de voir l'impact sur la justice, les minorités ethniques, les femmes...

Solange Berger

LE JOURNAL DE LA COP

La Flandre revoit (enfin) ses ambitions climatiques à la hausse

Au terme d'une journée de négociation marathon, le ministre-Président flamand Jan Jambon a annoncé que son gouvernement s'était finalement mis d'accord sur une série de mesures qui doivent permettre à la Flandre de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40% à l'horizon 2030. Cet accord prévoit notamment que la vente de nouvelles voitures particulières ou camionnettes équipées d'un moteur essence ou diesel sera interdite à partir de 2029; une obligation de rénovation pour toute personne qui achète un logement dont le PEB est inférieur ou égal à E à partir de 2023; la fin du chauffage au gaz au profit des pompes à chaleur dans les nouveaux bâtiments à partir de 2026 ou encore des mesures pour réduire les émissions du secteur agricole.

Cette annonce représente une hausse de 5%, par rapport aux engagements précédents, mais elle reste 7% en dessous du nouvel objectif assigné à la Belgique (-47%) dans le cadre du paquet climat européen "fit for 55%". Il s'agit d'une étape importante dans le cadre des discussions sur le partage des efforts 2021-2030 que le fédéral et les Régions s'étaient engagés à conclure pour la Cop 26.

Les ministres compétents des différentes entités doivent, nous dit-on, avoir de nouveaux échanges à ce propos ce vendredi et des réunions sont envisagées la semaine prochaine lors du sommet de Glasgow afin de tenter d'aboutir. (G.T.)

Quelques clous dans le cercueil des énergies fossiles

La présidence britannique de la Cop 26 en avait fait un de ses chevaux de bataille: jeudi, plus d'une quarantaine de pays se sont engagés sur une déclaration visant à accélérer l'abandon progressif du recours au charbon pour la production d'électricité. Les signataires soulignent leur volonté d'intensifier rapidement le déploiement de la production d'électricité propre. Le texte précise que les économies des pays développés doivent éliminer progressivement le charbon d'ici à 2030 et le reste du monde d'ici à 2040.

Parmi les signataires figurent quelques gros consommateurs de cette énergie fossile particulièrement émettrice en CO₂: Pologne, Allemagne, Canada, Vietnam, Indonésie ou encore Ukraine. On n'y trouve cependant pas trace d'acteurs majeurs tels que la Chine, l'Inde, l'Australie ou les États-Unis. Cette annonce s'ajoute à l'engagement de plusieurs organismes financiers, mais aussi de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud, de ne plus financer la construction de centrales au charbon à l'étranger d'ici à la fin de cette année; ainsi qu'à la décision du G20 visant à mettre un terme au financement public international du charbon. Parallèlement, 19 autres pays – dont le Canada et les États-Unis – ont déclaré qu'ils mettraient un terme d'ici à la fin de 2022 au financement à l'étranger de projets d'énergie fossile sans techniques de capture de carbone. (G.T.)